

Arrêté n°GDPN-2020-11 portant autorisation du tir de nuit du  
sanglier avec usage d'une source lumineuse

**Le Préfet de l'Aisne,**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.427-6, L.429-19, R.427-8, R-429-2 et R.429-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2019 fixant la liste des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts et les modalités de leur destruction à tir dans le département de l'Aisne pris en application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant sur la sécurité publique et l'usage des armes, y compris lors des actions de chasse et de destruction ;

CONSIDÉRANT l'importante population de sanglier présente sur le territoire du département et les dégâts que cette espèce génère sur les cultures agricoles ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des opérations visant à limiter la présence de sanglier en dehors des milieux boisés ;

CONSIDÉRANT le nombre limité d'animaux pouvant être prélevés dans le cadre du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT le nombre d'animaux de sangliers prélevés lors des dernières campagnes de chasse ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté n'est pas de nature à engendrer une incidence significative sur les populations de sanglier, et donc ne s'inscrit pas dans le cadre des articles L.120-1 à L.120-3 du Code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires,

**- A R R Ê T E -**  
-----

### **ARTICLE 1**

Les interventions rendues possibles par le présent arrêté, visant à limiter les dégâts causés sur les cultures par le sanglier peuvent être réalisées sur l'ensemble du département.

Elles peuvent être mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2020.

## **ARTICLE 2**

Sur la base d'une demande motivée, les lieutenants de Louveterie peuvent réaliser des opérations de destruction (tir de nuit) pour limiter les dégâts causés sur les biens et les cultures par le sanglier.

Les autorisations pourront être délivrées sur la base d'une demande adressée aux services de la Direction départementale des territoires de l'Aisne. Pour ce faire, les demandes seront adressées sur la base du formulaire placé en annexe 1 du présent arrêté, dûment renseigné.

Ces opérations seront réalisées dans les conditions suivantes :

- utilisation obligatoire d'une source lumineuse ;
- être réalisée durant la période s'étalant d'une heure après le coucher du soleil à une heure avant le lever du soleil ;
- les tirs porteront préférentiellement sur des animaux de moins de 50 kilogrammes ;
- les tirs porteront uniquement sur des animaux présents au sein d'une compagnie qui génère des dégâts. Le tir sur des animaux isolés se déplaçant simplement en plaine est proscrit ;
- un maximum d'un animal par compagnie observée au cours de l'intervention pourra être prélevé ;
- le lieutenant de Louveterie intervenant pourra se faire assister par toutes personnes désignées par ses soins et sous son entière responsabilité. Ces personnes ne sont toutefois pas autorisées à effectuer de tir ;
- l'utilisation de dispositifs permettant de réduire les nuisances sonores générées par les armes ainsi que des phares portatifs est autorisé ;
- à titre exceptionnel le lieutenant de Louveterie est autorisé à faire usage d'une arme à feu depuis les routes et les chemins publics. Dans ce cadre, le lieutenant de Louveterie intervenant s'assurera au préalable qu'aucun usager ne se trouve en approche. Dans le cas contraire, tout tir sera proscrit. Le lieutenant de louveterie intervenant est tenu de respecter les autres termes de l'arrêté du 28 juillet 2016 susvisé, en particulier l'interdiction de tirer en direction, lorsqu'il se trouve à portée d'arme, de personnes physiques, des stades, des lieux de réunions, publiques en général et habitations particulières (y compris caravanes, remises et abris de jardin) ainsi que des bâtiments et constructions dépendant des aéroports ;
- les animaux abattus seront au choix :
  - remis à l'exploitant ayant subi les dégâts ;
  - partagés entre les participants à l'opération ;
  - remis à un établissement de bienfaisance après examen initial de la venaison, recherche de la trichinellose et la rédaction d'une fiche d'examen remplie par un chasseur référent ;
  - déposés au laboratoire départemental d'analyse dans le cadre du suivi sanitaire ;
  - détruits par un service d'équarrissage ;
- le lieutenant de louveterie ayant obtenu l'autorisation d'intervention de l'administration préviendra, au moins 24 heures au préalable, les services de la Direction départementale des territoires de l'Aisne, le service départemental de l'Office français de la biodiversité, le groupement de gendarmerie ou de police compétent, la Fédération départementale des chasseurs de l'Aisne ainsi que les maires des communes concernées ;
- le lieutenant de Louveterie adressera un bilan de l'opération réalisée dans les 48 heures après l'intervention. Pour se faire l'annexe 2 du présent arrêté sera dûment renseignée.

## **ARTICLE 3**

Un bilan de l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre du présent arrêté sera réalisé par les services de la Direction départementale de l'Aisne et présenté à la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

## **ARTICLE 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne, le président de la fédération départementale des chasseurs de l'Aisne, le directeur de l'agence régionale Picardie de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, les lieutenants de louveterie et toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la nature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à LAON, le **19 OCT. 2020**



Ziad KHOURY

**Arrêté n°GDPN-2020-11 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage  
d'une source lumineuse  
Annexe 1 – Formulaire de demande d'intervention**

Le présent formulaire est à adresser **au minimum 2 jours ouvrables** avant toute opération aux services de la Direction départementale des territoires de l'Aisne :

Service environnement – 50 Boulevard de Lyon – 02011 LAON Cedex

Adresse mail : [ddt-env-gpn@aisne.gouv.fr](mailto:ddt-env-gpn@aisne.gouv.fr)

Nom et prénom du lieutenant de Louveterie :

**I. CONSTATATION (joindre obligatoirement une copie de la plainte et du compte-rendu de constatation)**

Date :

Heure :

Nature des dégâts :

Lieux des constatations :

Personne à l'origine de la demande (le cas échéant) :

Exploitant agricole

Fédération départementale des chasseurs de l'Aisne

Nom et prénom du représentant :

Adresse :

N° de téléphone :

**II. INTERVENTION**

Communes sur lesquelles aura lieu l'opération (joindre une carte le cas échéant) :

Dates ou période et délai d'exécution :

Nombre d'interventions prévues :

Procédés employés :

Participants :

Identité des participants

Adresse

N° de téléphone

Qualité

Fait à :

Le :

Signature

Le rapport issu de l'annexe 2 de l'arrêté portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage d'une source lumineuse est adressé aux services de la DDT dans un délai de 48 heures après l'intervention.



**Arrêté n°GDPN-2020-11 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage  
d'une source lumineuse  
Annexe 2 – Compte-rendu d'intervention**

Le présent formulaire est à adresser **dans les 48 heures** après toute opération aux services de la Direction départementale des territoires de l'Aisne :

Adresse postale : Service environnement – 50 Boulevard de Lyon – 02011 LAON Cedex

Adresse mail : [ddt-env-gpn@aisne.gouv.fr](mailto:ddt-env-gpn@aisne.gouv.fr)

Nom et prénom du lieutenant de Louveterie :

**I. INTERVENTION**

Date et heures de la nuit concernée :

Marque et immatriculation du véhicule utilisé :

Nombre de kilomètres parcourus au cours de l'opération :

Conditions climatiques observées :

Participants :

Identité des participants	Adresse	N° de téléphone	Qualité

**II. BILAN SUR L'ESPÈCE SANGLIER**

Communes	Nb de compagnies observées	Nb de sangliers observés	Nb de sangliers tirés	Nb de sangliers tués	Nb de balles utilisées	Poids des animaux prélevés

Destination des animaux prélevés :

- partage entre les participants à l'opération
- remise à un établissement de bienfaisance après examen initial de la venaison, recherche de la trichinellose et la rédaction d'une fiche d'examen remplie par un chasseur référent
- dépôt au laboratoire départemental d'analyse dans le cadre du suivi sanitaire
- destruction par un service d'équarrissage

